



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°17

LA COUR DES COMPTES ET LA BCE

La Cour des comptes et la Banque centrale européenne (BCE) sont les deux institutions économiques de l'Union européenne. La première est l'organe de contrôle du budget de l'UE, la seconde est responsable de la politique monétaire et de la gestion de l'euro.

La Cour des Comptes, contrôleur de gestion de l'UE

Organe de contrôle externe et indépendant des autres institutions de l'UE, la Cour des Comptes européenne examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses de l'UE, tout en s'assurant de la bonne gestion financière selon le "principe des 3E" : économie, efficience, efficacité.

A ce titre, la Cour des Comptes a tout pouvoir pour inspecter les pratiques budgétaires de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne et de la CJUE, mais aussi de la Banque européenne d'investissement, des organes annexes de l'UE et des bénéficiaires des aides européennes.

Ainsi, lorsqu'elle identifie des lacunes ou des irrégularités, elle les porte à l'attention des administrations et organes compétents pour qu'ils les corrigent. Et si ses moyens de coercition sont faibles, il n'en demeure pas moins que ses rapports annuels et ses rapports spéciaux sont de véritables moyens de pression sur les autres institutions, car ils servent de base pour apprécier la bonne gestion des uns et des autres (donc l'attribution des budgets, par exemple).

La composition de la Cour des Comptes européenne

Afin de garantir une certaine forme d'équité et d'indépendance, la Cour des comptes européenne est composée d'un auditeur par État membre, chacun d'entre eux devant être issu d'une institution de contrôle externe de son pays d'origine ou posséder une qualification pour cette fonction. Les auditeurs sont nommés pour un mandat de six ans par le Conseil de l'Union européenne, et ils élisent parmi eux un président pour une durée de trois ans.

La Banque centrale européenne (BCE)

Basée à Francfort, la Banque centrale européenne (BCE) est l'institution monétaire de l'Union européenne. A ce titre, elle est chargée d'une part d'émettre l'euro et d'autre part de définir et mettre en oeuvre les grandes orientations de la politique monétaire de la zone euro (à savoir maintenir la stabilité monétaire et limiter l'inflation afin de préserver le pouvoir d'achat de l'euro).

Pour permettre une action plus efficace à l'échelle de l'UE, la BCE s'est regroupé avec les Banques centrales nationales (BCN) au sein du Système européen des banques centrales (SEBC – voir encadré), dont le but est d'assurer une croissance durable et équilibrée tout en maintenant la stabilité des prix dans la zone euro.

Depuis mars 2014, la BCE contrôle les établissements bancaires de la zone euro dont le bilan est supérieur à 30 milliards d'euros, ce qui représente environ 200 banques (sur les 6000 établissements bancaires européens). L'idée d'aller vers une union bancaire avance ainsi lentement mais fait son chemin, notamment en se basant sur trois piliers complémentaires :

- Une supervision européenne assurée par une autorité *ad hoc*
- Une assurance commune des dépôts
- Une gestion européenne des faillites bancaires avec une intervention commune pour aider les banques en difficulté

Le Système européen des banques centrales (SEBC)

Le Système européen des banques centrales (SEBC) est composé de la BCE et des 28 banques centrales nationales (BCN) des Etats membres de l'UE, afin d'harmoniser le système bancaire à l'échelle européenne :

- Le SEBC détermine la politique monétaire de la zone euro
- La BCE exécute les décisions du SEBC
- Les BCN doivent appliquer les décisions de la BCE à l'échelle nationale

Grâce à son réseau bancaire centralisé et intégré, le SEBC détient et gère les ressources officielles des États membres de l'Union européenne qui ont adhéré à l'euro.